
DIDIER BILLION

DÉFIS DÉMOCRATIQUES AU SUD ET À L'EST DE LA MÉDITERRANÉE

Lorsque l'on s'intéresse aux États qui bordent la Méditerranée, force est de constater que la question des systèmes et régimes politiques se pose en termes radicalement différents selon l'endroit considéré. Nous savons certes que les principes démocratiques sont fragiles et peuvent sans cesse être remis en cause ; ils semblent néanmoins désormais solidement enracinés au sein des pays des rives septentrionales – même si le cas de plusieurs États balkaniques ainsi que celui de la Turquie posent question –, au contraire de ce qui prévaut sur les rives méridionales et orientales. C'est pourquoi nous concentrerons principalement la réflexion sur ces dernières pour ce qu'elles révèlent de défis et de chantiers à venir.

77

2010-2011 : UNE ONDE DE CHOC POLITIQUE
RICHE D'ENSEIGNEMENTS

À la charnière des années 2010 et 2011, puis dans les mois qui suivent, les sociétés arabes ont vécu une situation historique. Cette région du monde, qui était fréquemment présentée comme le trou noir des processus de démocratisation ayant touché la plupart des grandes aires géopolitiques depuis la chute du mur de Berlin, semble alors faire la preuve qu'il n'existe aucune raison, culturelle, politique ou sociale, pour qu'elle reste étrangère à ce mouvement général d'émancipation. Ainsi la théorie de l'incompatibilité entre monde arabe, islam et démocratie apparaît-elle erronée. En fait, si l'on veut parler d'exception arabe, elle réside plutôt dans la rapidité avec laquelle le soulèvement démocratique a balayé en quelques semaines deux régimes, en Tunisie puis en Égypte, qui fournissaient pourtant les apparences de la stabilité.

78 Dans l'ensemble des pays qui connaissent à ce moment-là des mobilisations populaires massives, plusieurs caractéristiques récurrentes peuvent être soulignées. La première, c'est que les processus à l'œuvre ne recèlent pas, ou très peu, de discours idéologiques : les aspirations à la justice sociale, à la liberté et à la dignité sont les véritables ferments des mobilisations et en constituent les principaux mots d'ordre. La deuxième réside dans le fait que ces mouvements n'ont pas, ou peu, de dirigeants qui les incarnent ; les protestataires ne revendiquant pas le pouvoir, il n'y a donc pas de révolution en tant que telle. La troisième, c'est que les propositions de réformes et de compromis émises par les régimes en place semblent toujours énoncées à contretemps et, *de facto*, ne s'avèrent pas opératoires. Enfin, les théories complotistes, les antiennes sur les mouvements minoritaires manipulés par l'étranger ne sont guère convaincantes, mais elles sont censées justifier la stratégie du chaos utilisée sans retenue par les dirigeants menacés.

Les événements qui se multiplient et s'accélèrent tout au long de l'année 2011 décontenancent par leurs brusques enchaînements car aucun des registres traditionnels d'analyse ne semble plus pouvoir s'appliquer, mais c'est le propre de tout mouvement de contestation d'ampleur que de transgresser les schémas traditionnels et de bouleverser les grilles de lecture habituelles. Accélération et amplification des processus révolutionnaires ne signifient néanmoins pas victoires. En ce sens, le vocable de « printemps arabe » qui a depuis lors été surutilisé est impropre. Les causes sociales et politiques, en bonne partie identiques, qui expliquent ce formidable mouvement de contestation dans de multiples pays ont par là même induit l'utilisation erronée du concept d'effet domino. En effet, au-delà de leurs points communs, les situations ne sont pas transposables et la preuve est à nouveau faite qu'il est erroné d'évoquer le monde arabe comme une sorte d'entité unifiée au sein de laquelle les mêmes causes produiraient les mêmes effets.

Il est aussi remarquable de constater que des éléments politiques qui apparaissaient comme structurants des sociétés arabes n'ont en réalité nulle part été les vecteurs des protestations initiales. Aucune « idéologie en -ismes » n'a été vecteur de mobilisation. Ainsi, par exemple, des organisations se réclamant de l'islam politique : même si ces dernières se sont affirmées ensuite dans plusieurs pays, cela n'a néanmoins pas signifié le déferlement de l'islamisme comme il avait parfois été imprudemment pronostiqué par de nombreux observateurs. Il en est de même de l'anti-américanisme, qui, bien qu'étant un des sentiments les mieux partagés dans la région, n'a guère été mis en avant au cours des processus

de contestation. Très peu de slogans ont en fait été formulés contre les puissances occidentales, pourtant souvent accusées de tous les maux au sein des sociétés arabes.

Ce tempétueux mouvement qui s'est propagé à travers la région ne s'est pas pour autant transformé en une série de victoires successives. Si les exemples tunisien et égyptien ont suscité beaucoup d'illusions, les cas bahreïnien, libyen, syrien ou yéménite ont obligé les plus optimistes à revenir au principe de réalité. Cette vague de contestation dans les sociétés arabes a enfin entraîné l'affaiblissement politique du néoconservatisme, les multiples crises révolutionnaires qui ont surgi ayant prouvé que l'instauration de la démocratie ne peut pas s'imposer de l'extérieur, mais qu'elle reste le produit du mouvement des peuples et des citoyens.

En dépit de ses échecs, la séquence politique ouverte à l'hiver 2010-2011 n'est pas close et des répliques ne manqueront pas de se manifester, comme cela a déjà pu être constaté en 2019 au Soudan, au Liban, en Irak et en Algérie.

79

L'AUTORITARISME POLITIQUE, UN FACTEUR STRUCTURANT

L'analyse des systèmes et des pratiques politiques au sein des pays des rives méridionales et orientales semble indiquer que l'autoritarisme est un point commun à l'ensemble des pays de la région. Le constat est néanmoins réducteur et il est nécessaire de tenter d'en comprendre les racines et de le nuancer. Ainsi, derrière l'apparent monolithisme des régimes en place existent des sociétés vivantes, diverses, aspirant à se connecter sur les évolutions du reste de la planète et au sein desquelles les débats d'idées existent, malgré des conditions politiques souvent difficiles. En outre, comme déjà évoqué, ceux qui considéraient que les sociétés concernées étaient condamnées à une sorte d'incapacité à faire vivre des principes de fonctionnements politiques démocratiques ont dû réviser leurs appréciations lorsque la formidable onde de choc démocratique s'est propagée à travers la région en 2011. Force est toutefois d'admettre que, plus de dix ans plus tard, le bilan global n'est guère positif. Pour autant, le mur de la peur s'est lézardé et a libéré une immense énergie sociale. Le mouvement qui s'est alors ébranlé laissera des traces profondes et contribuera à la maturation politique des citoyens ayant participé à ces événements ou les ayant observés.

Il est erroné de penser qu'il y aurait une malédiction anthropologique pesant sur cette région du monde qui l'empêche de se hisser à

des modes d'organisation politique pluralistes. Il faut donc raisonner sociologiquement et politiquement pour saisir pourquoi l'autoritarisme reste aussi puissant.

On peut tout d'abord considérer que le poids de systèmes patriarcaux, où les anciens conservent un fort pouvoir d'influence et d'encadrement, continue à produire ses effets sur le fonctionnement des sociétés concernées et sur la façon dont leurs citoyens se disposent en leur sein. Ainsi, les *asabiyya*, déjà analysées en son temps par Ibn Khaldoun, restent un élément central pour saisir les dynamiques sociopolitiques des États de la région. Ces groupes sociaux fondés sur les relations personnelles – familiales, claniques, tribales, clientélistes – dont l'objectif est la mise en œuvre et la pérennisation de formes actives de solidarité ont été, et restent encore, des éléments structurants et conditionnent la perception comme le vécu des populations à l'égard de l'autorité du groupe.

Néanmoins, cette réalité multiséculaire perd de sa substance avec l'urbanisation accélérée des sociétés du Sud et de l'Est méditerranéens. Au sein des villes, les réseaux de solidarité traditionnels et les systèmes d'allégeance qui leur sont consubstantiels ne peuvent en effet plus fonctionner de la même manière et deviennent graduellement beaucoup moins prégnants. L'individuation devient alors un phénomène social aux évidentes conséquences politiques qui entraînent le rejet des formes pesantes de soumission aux anciens ou des responsables des multiples *asabiyya*.

Les systèmes éducatifs, tels qu'ils sont encore conçus, continuent pour leur part à favoriser l'apprentissage en ayant recours au « par cœur », au détriment du développement de l'esprit critique, et la soumission aux maîtres, plutôt que l'échange et la créativité. Et ce, d'autant que, dans de nombreux pays, l'influence grandissante de courants religieux traditionalistes au sein des écoles publiques amplifie le phénomène.

Mais, plus fondamentalement, ce sont les raisons politiques qui expliquent l'autoritarisme. En effet, la fragilité structurelle des États arabes, due notamment à leur manque de profondeur historique – dans la région, seuls la Turquie, l'Iran et un pays arabe, l'Égypte, peuvent se prévaloir de l'existence millénaire d'un État –, est en partie compensée par la longévité et la personnalisation des pouvoirs personnels en place, ainsi que par la perpétuation de régimes autoritaires et dictatoriaux usés à la corde. À l'aube des mouvements de contestation de 2011, la Tunisie n'a connu que deux présidents depuis 1956 ; l'Égypte n'en compte que trois depuis 1954 ; Mouammar Kadhafi accède au pouvoir en Libye en

1969; Ali Abdallah Saleh devient président du Yémen en 1978; le parti Baas dirige la Syrie depuis 1963...

En outre, les systèmes dynastiques tendent à se généraliser. Si c'est évidemment le propre des monarchies, ce constat est également valable pour les régimes qui se présentent comme républicains. Ainsi en Syrie, mais aussi, sans succès, en Égypte ou en Irak. Ces tentatives d'institutionnalisation dynastique ont même contribué à la formation d'un néologisme, *jumlukiyya*, inventé en mêlant *jumhuriyya* (république) et *malakiyya* (monarchie)¹.

ISLAMISME, ISLAM POLITIQUE, ISLAMO-NATIONALISME

Parmi les défis politiques qu'affrontent les sociétés du Sud et de l'Est méditerranéens revient de façon récurrente celui de l'islam politique. Alors que les différentes formes de panarabisme qui avaient été particulièrement influentes dans les années 1950 et 1960, en particulier sous l'impulsion de Gamal Abdel Nasser, n'ont probablement pas totalement disparu idéologiquement, elles ont néanmoins perdu leurs vecteurs d'expression politique organisée; c'est pourquoi l'islam politique apparaît aujourd'hui comme le principal facteur transnational de contestation.

81

L'idéologie islamiste contemporaine, telle qu'elle apparaît avec la création de la confrérie des Frères musulmans en 1928, prétend ainsi unifier l'ensemble des musulmans dans la *oumma* – la communauté des croyants – en rétablissant le califat, défini comme État islamique, et considère donc comme illégitimes les États existants. Mais un paramètre politique majeur empêche en réalité l'islam politique de constituer désormais une option alternative à la configuration actuelle des États-nations au Moyen-Orient. Les grands mouvements se réclamant de l'islam politique participent en effet au renforcement de l'ordre national et étatique car ils sont passés d'un islamisme révolutionnaire à des formes d'islamo-nationalismes². Ils reprennent à leur compte les intérêts propres à leur État et inscrivent leur action dans un cadre national, n'hésitant pas à contracter des alliances ou à participer à des coalitions dans le champ politique intérieur quand cela leur semble nécessaire.

1. Gilbert Achcar, *Le peuple veut. Une exploration radicale du soulèvement arabe*, Arles, Sindbad-Actes Sud, 2013, p. 98.

2. Concept et formule empruntés à Olivier Roy. Cf. notamment, de cet auteur, *L'Islam mondialisé*, Paris, Seuil, 2002, p. 29-51.

Ainsi, par exemple, le Hamas palestinien s'oppose à l'Autorité palestinienne non pas pour des raisons confessionnelles mais parce qu'il considère qu'elle a trahi les intérêts nationaux du peuple palestinien. Le Hezbollah agit comme un parti central dans le jeu politique libanais et a noué, depuis 2006, une alliance politique pérenne avec les maronites organisés sous la bannière de Michel Aoun. Les Frères musulmans égyptiens, quand ils sont parvenus démocratiquement au pouvoir en 2012, défendaient ce qu'ils considéraient être les intérêts nationaux de leur pays avant d'en être chassés par un coup d'État militaire. En Tunisie, le parti Ennahda dirige le gouvernement de 2011 à 2014, puis accepte d'en devenir une composante minoritaire dans un gouvernement de coalition.

82 Sans prétendre ici à l'exhaustivité, les exemples sont nombreux. C'est l'ouverture du champ politique, quand il existe, qui pousse les partis islamistes à s'adapter au pluralisme, sans renoncer pour autant à leur idéologie. Ce qui apparaît, c'est que, lorsqu'ils sont en situation de s'exprimer librement, de participer au jeu politique et éventuellement d'accéder au pouvoir, les partis et organisations qui se réclament de l'islam politique cessent de se référer à des slogans désincarnés et tentent de répondre concrètement aux défis économiques, sociaux et politiques auxquels leur société est confrontée. Il s'agit d'un phénomène somme toute classique d'intégration et de banalisation de partis protestataires accédant aux responsabilités gouvernementales. Partisans du capitalisme libéral, ils ne cherchent pas à renverser l'ordre social existant, mais bien plutôt à le réformer pour s'y ménager une place et y assumer des responsabilités. Cela peut induire, comme pour tout parti politique, des tensions entre les directions, accusées d'avoir trahi les idéaux du mouvement, et la partie la plus militante, ou la plus radicalisée, de la base.

De surcroît, au sein de ces pays, la réislamisation conservatrice depuis le début des années 1980, dans le sillage de la révolution iranienne, a paradoxalement complexifié et dépolitisé le champ religieux : les mouvements se réclamant de l'islam politique ne parviennent pas à monopoliser, ni même à contrôler, ce processus de réislamisation. Les nouvelles formes de religiosité se font presque toujours en dehors de ces mouvements ou partis et sont fréquemment captées par des organisations de ladite société civile³.

L'ensemble de ces paramètres entraîne dans presque tous les pays concernés une islamisation des mœurs et du droit qui convient finalement

3. Olivier Roy, « Moyen-Orient : faiblesses des États, enracinement des nations », *Critique internationale*, n° 4, 1999, p. 102.

aux pouvoirs en place. Le voile et la charia ne relevant pas des attributions régaliennes, on assiste à une sorte de partage des tâches entre des régimes qui ne transigent pas sur leur contrôle des appareils de renseignement, de sécurité et de répression, mais qui s'accommodent facilement de la réislamisation conservatrice de la vie sociale.

En Turquie, nous assistons à une incontestable confessionnalisation des discours et des référents identitaires, ainsi que de celui de l'espace public, ce qui ne signifie pas pour autant une quelconque volonté du Parti de la justice et du développement, au pouvoir depuis 2002, d'instaurer la charia⁴.

AFFIRMATION ET RENFORCEMENT DES ÉTATS-NATIONS

83

Un autre débat essentiel concerne la validité du concept d'État-nation pour analyser et comprendre les sociétés concernées. Pour de multiples raisons, les pays qui nous intéressent ici se sont progressivement affirmés comme des États-nations clairement distincts, intégrés dans le cadre des frontières postcoloniales. Histoires respectives, existence et ancienneté d'un appareil étatique, existence légale, ou non, de regroupements politiques et/ou syndicaux, rapports de force politiques en découlant, rapports de la société à l'État, prégnance de l'institution militaire, ampleur du clientélisme et diversité des réseaux d'allégeance, importance des tribus et/ou des ethnies éventuellement couplée à des enjeux confessionnels, existence ou non de la manne pétrolière... sont autant de facteurs qui distinguent fortement les États les uns par rapport aux autres, même si, au-delà, des exigences sociales et politiques similaires sourdent de l'ensemble des pays de la région.

Les images de propagande de Daech montrant, en juin 2014, un bulldozer en train de détruire un mur de sable entre l'Irak et la Syrie, la fameuse ligne Sykes-Picot tracée au cordeau dans le désert, ont certes impressionné – c'était le but⁵ –, mais n'ont toutefois pas valeur de démonstration politique. Ce surgissement de Daech a, en effet, amplifié des théorisations hasardeuses sur la fin programmée des États-nations au Moyen-Orient. Ceux-ci ont, à tort, souvent été considérés uniquement

4. Sur ces problématiques, cf. Didier Billon, *La Turquie, un partenaire incontournable*, Paris, Eyrolles, 2021, p. 69-82.

5. Peu importe pour l'organisation État islamique que les accords franco-britanniques de 1916 n'aient en réalité jamais délimité la frontière entre les deux États à l'endroit de cette destruction symbolique.

sous le prisme de constructions artificielles issues des processus de colonisation-décolonisation.

A contrario, les dynamiques politiques à l'œuvre depuis le début de la décennie 2010 confirment pourtant que chaque construction nationale a réagi en fonction de sa propre histoire et des rapports de force spécifiques qui la définissent. Il est ainsi frappant que, dans chaque pays concerné, le drapeau national ait été brandi par des milliers de manifestants lors de la grande vague de contestation politique de 2010-2011, puis à nouveau en 2019. De ce point de vue, les utopies panarabes et, plus récemment, panislamistes semblent désormais dépassées.

84 En d'autres termes, au-delà d'une aspiration générale, mais confuse, à la mise en œuvre de processus de démocratisation, aucune des expériences nationales en cours n'est réductible à une autre. Ensuite, en dépit de certains pronostics, l'ordre étatique issu des accords Sykes-Picot ne semble ni obsolète ni dépassé, même s'il ne se pose plus en ce début des années 2020 dans les mêmes termes qu'il y a vingt-cinq ans et, *a fortiori*, qu'un siècle plus tôt, au moment où il a été fondé. Ainsi, si l'on peut observer des formes de combats transnationaux, portés notamment par la nébuleuse djihadiste en Syrie, en Irak, au Liban, au Yémen, en Égypte ou en Libye, ce phénomène relève probablement plus de facteurs conjoncturels que structurels. La question kurde elle-même, pourtant potentiellement porteuse de nouvelles dynamiques régionales, ne pose pas, à ce stade, celle d'un État indépendant unifié.

Les phénomènes de contestation observés depuis une décennie, parce qu'ils s'inscrivent systématiquement dans un cadre national, contribuent à l'homogénéisation et au renforcement des États-nations. La remise en cause des régimes ne signifie pas celle des États. Bien au contraire, c'est notamment le patriotisme des citoyens qui les pousse à se mobiliser contre les autocrates prébendiers pratiquant le népotisme à grande échelle.

L'une des principales questions qui se posent alors est celle de l'ouverture du champ politique et de l'instauration de systèmes pluralistes. Les échecs des révoltes initiées en 2010-2011 démontrent à l'envi que les obstacles sont nombreux et que les régimes en place sont prêts à utiliser tous les moyens, y compris les plus violents, pour préserver leurs privilèges. En outre, l'altération, parfois la nécrose, de nombreux appareils étatiques parvient, dans certains cas, à transformer des liens d'appartenance nationaux en liens d'allégeance communautaires exclusifs, contradictoires avec un processus d'ouverture démocratique. C'est la raison pour laquelle les processus de transition sont infiniment problématiques. Pour autant, ils sont désormais envisageables parce que les

États-nations constituent le cadre potentiel dans lequel il est, à terme, possible de les mettre en œuvre.

On évoque fréquemment le trop d'État – hypertrophié, bureaucratique, intrusif, répressif, mais souvent inefficace – pour évoquer les pays de cette région du monde, mais en réalité il semble qu'il soit plutôt question d'une insuffisance d'État. Le considérable affaiblissement des appareils étatiques en Syrie ou en Irak, voire le passage au stade d'États faillis en Libye et au Liban, constitue probablement le plus important facteur de déstabilisation régionale, et donc le grand défi posé aux États des rives méridionales et orientales de la Méditerranée.

*

La spectaculaire onde de choc politique ayant traversé une partie des mondes arabes à partir de l'hiver 2010-2011 n'est pas parvenue à concrétiser les aspirations démocratiques exprimées lors des manifestations massives qui se sont multipliées à ce moment-là dans de nombreux pays. Les rapports de force politiques n'ont finalement pas été modifiés, et ni les libertés ni la justice sociale revendiquées par des milliers de citoyens n'ont été obtenues.

85

Au vu de ces quelques remarques, les bonnes nouvelles sont rares. Pour autant, il faut se départir d'une vision par trop exclusivement négative. Les soulèvements arabes ont laissé des traces positives que la brutalité répressive des pouvoirs en place n'a pas réussi à éradiquer. Non seulement le mur de la peur s'est fissuré, mais des pôles de résistance subsistent, comme une nouvelle vague de mobilisations et de contestations l'a clairement attesté au cours de l'année 2019. En dépit d'échecs patents, rien ne sera désormais plus comme avant et les peuples de la région ont pris conscience de leur potentielle capacité à remettre en cause l'ordre établi. Ainsi, la question de la fondation d'organisations politiques, syndicales ou associatives indépendantes reste posée et constitue probablement l'un des principaux enjeux de la décennie 2020. Dans le même ordre d'idées, on ne peut qu'être interpellé par l'essor des nouveaux moyens de communication et des réseaux sociaux. Ces derniers ne peuvent certes pas à eux seuls ébranler les systèmes politiques autoritaires, largement majoritaires parmi les pays arabes, mais ils contribuent indéniablement à décroiser des sociétés vivantes et mobilisées.

R É S U M É

Les États du Sud et de l’Est de la Méditerranée souffrent fréquemment d’analyses réductrices et par trop binaires. Malgré la situation déplorable des libertés individuelles et collectives, il est impossible de sous-estimer les dynamiques des mouvements sociaux et politiques qui se développent dans la région notamment depuis 2011. Même si obstacles et défis s’y opposant sont considérables, ils demeurent cependant porteurs d’espoir. Il convient donc de décrypter les principaux enjeux politiques pour mieux évaluer les potentielles ruptures démocratiques envisageables.